

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 Avignon

Avignon, le 20/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Laboratoire PAREVA SAS**

ZI du bois de Leuze  
25 Av. Marie Curie  
13310 Saint-Martin-de-Crau

Références : D-0023-2025/LRAR N°1A 214 953 2440 2  
Code AIOT : 0006413180

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2024 dans l'établissement Laboratoire PAREVA SAS implanté ZI du bois de Leuze 25 Av. Marie Curie 13310 Saint-Martin-de-Crau. L'inspection a été annoncée le 24/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Laboratoire PAREVA SAS
- ZI du bois de Leuze 25 Av. Marie Curie 13310 Saint-Martin-de-Crau
- Code AIOT : 0006413180
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PAREVA est fabricant de Polyhexaméthylène biguanide (PHMB) qui est un polymère cationique quaternaire ayant d'excellentes propriétés de désinfectant, de conservateur, de virucide et de bactéricide. Les clients de PAREVA sont les distributeurs de produits chimiques, de gros clients industriels du domaine de la chimie, de la pharmacie, de la cosmétique.

Le PHMB est inventé en 1950 et commercialisé aux USA en alternative des produits halogénés.

Toutefois, peu nombreux sont les fabricants dans le monde.

PAREVA réalise un chiffre d'affaires entre 3 et 6 M€ et emploie 12 salariés sur son site de Saint-Martin-de-Crau.

Suite à la séparation des actifs d'avec MAREVA, le site a déposé en 2018 une demande de changement d'exploitant. PAREVA a gardé de l'ancienne exploitation, le bâtiment de fabrication de PHMB. Le reste des installations (bureaux, laboratoire, stockage, quais, zone dépotage, réseaux, bassins ..) sont neufs et ont été réceptionnés en 2022.

### Thèmes de l'inspection :

- Action Nationale 2024 – Post accident – Rouen

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	VLE pour les rejets en station collective des Eaux Usées Industrielles	Arrêté Préfectoral du 23/01/2023, article 4.4.1.2	Mise en demeure	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
3	Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26	Sans objet
4	Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Sans objet
5	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
7	Mesures comparatives	Arrêté Préfectoral du 23/01/2023, article 2.6.2	Sans objet
8	Réseau et programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 23/01/2023, article 4.5.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a fait l'objet de contrôles réglementaires qui s'inscrivent principalement dans le cadre de l'action nationale 2024 « Post accident » qui vise à vérifier la mise en œuvre des prescriptions relatives aux évolutions réglementaires spécifiques à la rétention des produits chimiques et au confinement des effluents susceptibles d'être pollués.

Une vérification a été menée sur certaines prescriptions relatives à la gestion des eaux usées industrielles (EUI). L'inspection relève que l'exploitant ne réalise pas correctement ses déclarations sous GIDAF, un écart qui fait l'objet d'une mise demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I				
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions				
Prescription contrôlée :				
[...]				
Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :				
- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;				
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.				
Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduelles.				
Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :				
- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;				
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;				
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.				
[...]				
Constats :				
En séance, l'exploitant indique ne pas stocker de produits incompatibles et que tous les produits chimiques stockés sur site sont sous rétentions adaptées.				
Il a adressé post-inspection un tableau, repris ci-dessous, récapitulant pour chaque produit stocké et zone identifié, son volume, son état physique et le type de rétention associé.				
Produits/zone	Volumes Cuve (m³)	Volume rétention (m³)	Matériaux rétention	Type rétention
Méthanol	40	24,2	béton banché + enduit béton	ouverte (extérieur)

<b>Méthanol /Eau</b>	40	24,2	béton banché + enduit béton	ouverte (extérieur)
<b>HMD</b>	30	38	parpaing + enduit béton	fermé (intérieur)
<b>HMD</b>	21	34	parpaing + enduit béton	fermé (extérieur)
<b>HCl</b>	30	32	PEHD ( cuve dans une cuve)	fermé (extérieur)
<b>Non dédié</b>	26	28	PEHD ( cuve dans une cuve)	fermé (extérieur)
<b>Bâtiment de production du PHMB</b>	-	38	parpaing + enduit béton et revêtement polyuréthane	fermé (extérieur)
<b>Rétention dépotage</b>	-	40	Béton + revêtement étanche	ouverte (extérieur)

La diamine (HMD) est associée à un dispositif de rétention ancien qui date de 1999. L'exploitant étudie un projet de remplacement de cette cuve.

Dans le cadre de l'action nationale menée, l'activité de stockage du PHMB (rubrique 4722) classée au seuil de l'autorisation, est abordée plus en détail au point n° 3.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions

### **Prescription contrôlée :**

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que ses dispositifs de rétention sont étanches et adaptés au stockage des produits qu'ils contiennent.</p> <p>Lors de la visite sur le terrain, l'inspection a pu vérifier la disponibilité des ouvrages de rétention incluant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. La rétention déportée (quai de chargement) associée au bâtiment de stockage du PHMB (produit fini) et de la plupart des matières premières ;</li> <li>2. La rétention associée à la cuve méthanol ;</li> <li>3. La rétention associée à la cuve mélange méthanol/eau (déchets) ;</li> <li>4. La rétention associée à la cuve HCL ;</li> <li>5. La rétention associée au bâtiment de fabrication (rétention déportée) ;</li> <li>6. La rétention associée à la cuve non dédiée (vide) en place en attente d'une application future.</li> </ol> <p>L'inspection a pu vérifier le bon état de général des dispositifs visibles de rétention.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
---

### N° 3 : Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26</p> <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie</p> <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.</p> <p>Pour les sites autorisés après le 1er janvier 2012, ce bassin ou ce dispositif équivalent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• est implanté hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/ m<sup>2</sup> identifiées dans l'étude de dangers, ou ;</li> <li>• est constitué de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à son emploi.</li> </ul> <p>Le volume de ce bassin ou de ce dispositif équivalent est déterminé au vu de l'étude de dangers.</p> <p>En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m<sup>3</sup>/ tonne de</p>
--

produits visés au premier alinéa de cet article et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin ou de ce dispositif équivalent sont disposés pour pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

**Constats :**

L'exploitant n'est pas concerné par la prescription à contrôler dans le cadre de l'action nationale car le méthanol stocké, rubrique 4722, au seuil de 45 tonnes ne fait pas partie des produits ciblés.

En outre, Il stocke 198 tonnes de PHMB, substance visée par l'annexe II de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 en tant que « biocide ». Cependant, la quantité stockée est inférieure à 200 tonnes.

L'inspection a vérifié les mesures mises en place par l'exploitant sur la gestion en cas de rejets accidentels dans le bâtiment de stockage du PHMB.

À titre informatif, le PHMB est fabriqué dans un bâtiment mis sous rétention de 38 m<sup>3</sup> à l'extérieur du bâtiment (rétention déportée). Ce bassin est précédé d'une zone tampon où transitent des eaux pluviales collectées via des grilles placées à proximité du bâtiment et sur laquelle sont prélevées les eaux usées industrielles (EUI). Il est réalisé régulièrement un contrôle afin de vérifier le niveau d'eau et vidangé en cas de besoin.

En séance, l'exploitant indique qu'une rétention déportée (quai de chargement) est mise en place en cas de déversement accidentel dans le bâtiment de stockage du PHMB, mentionné aux points n°1 et n°2, d'un volume de 200 m<sup>3</sup>. Cette rétention est à usage multiple puisqu'elle sert comme bassin de rétention d'une partie des eaux susceptibles d'être polluées du site. Ce dispositif est équipé d'une vanne martellière qui permet de confiner les effluents en cas de déversement accidentel. En cas de besoin, un dispositif de vannes permet de rediriger le surplus vers le premier compartiment étanche, d'une capacité de 200 m<sup>3</sup>, du bassin d'orage du site.

L'inspection rappelle à l'exploitant que le stockage de PHMB qui comporte la mention de danger H410 est soumis, en cas d'un volume de stockage supérieur à 10 m<sup>3</sup>, au programme d'inspection, conformément aux articles 4 et 5 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis et arrêté préfectoral du 23 janvier 2023

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie

**Prescription contrôlée :**

**Article 26 bis de l'AM du 04/10/2010**

Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être

réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m<sup>3</sup>.

[...]

En cas de dispositif de confinement externe :

- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;

- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;

- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;

- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.

Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.

- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;

- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 13.3.3.3 de l'AP du 23 janvier 2023



Une rétention des eaux incendie est constituée par les quais du hangar de stockage représentant un volume global de 200 m<sup>3</sup>. Ces eaux rejoignent le bassin de collecte des eaux d'orage maintenu en position fermé par une vanne située en sortie du débourbeur / déshuileur.

**Constats :**

La collecte des effluents susceptibles d'être pollués, en particulier en cas d'incendie, se fait, suivant un écoulement gravitaire, à travers plusieurs ouvrages :

- Ouvrage 1 : le bassin d'orage d'un volume de 400 m<sup>3</sup>, divisé en deux zones :
  - Compartiment 1 de 200 m<sup>3</sup> : rétention des effluents susceptibles d'être pollués, équipée d'une vanne martellière de confinement avant rejet vers compartiment 2 ;
  - Compartiment 2 de 200 m<sup>3</sup> pour la collecte des eaux de toitures puis infiltration naturelle (noue d'infiltration).
- Ouvrage 2 : quai de chargement d'un volume de 200 m<sup>3</sup> :
  - Le quai de chargement se déverse dans le compartiment 1 du bassin d'orage. La procédure, transmise post-inspection par l'exploitant, indique la mise en place d'un système avec deux vannes pour faire face à une situation de déversement d'effluents pollués. Dans ce cadre, une vanne (fermée en condition normale) placée en sortie du bâtiment de stockage du PHMB permet le déversement des effluents pollués au niveau de l'ouvrage pendant qu'une seconde vanne (fermée en cas de pollution) empêche l'écoulement vers le bassin d'orage.
- Ouvrage 3 : la zone de dépotage d'un volume de 40 m<sup>3</sup>.
  - La zone est isolée à l'aide d'un bouchon gonflable lors des opérations de dépotage. En cas de fuite, le pompage est réalisé depuis la zone isolée sinon le bouchon est dégonflé et l'écoulement rejoint le bassin de rétention des eaux pluviales. En cas de surplus d'effluents pollués, ils peuvent rejoindre le compartiment 1 du bassin d'orage.

Le site dispose d'une capacité totale de 440 m<sup>3</sup> dédiée à la rétention et au confinement des eaux susceptibles d'être polluées. D'après le dossier de changement d'exploitant modifié datant du 15 mars 2019, transmis post-inspection, le scénario majorant accidentel est l'incendie de l'entrepôt de stockage des matières premières et PHMB. La défense contre l'incendie nécessite d'après le calcul D9 un débit de 60 m<sup>3</sup>/h d'eau d'extinction pour une durée de 2 heures, soit 120 m<sup>3</sup>. Les dispositifs de rétention en place sur le site permettent de confiner l'intégralité du volume de PHMB (190 Tonnes) ainsi que les eaux d'extinction d'incendie.

L'exploitant informe l'inspection que le séparateur d'hydrocarbures, placé en amont du bassin d'orage, fait l'objet de contrôles visuels réguliers qui n'ont pas engendré jusqu'au jour de l'inspection, la vérification d'une société externe.

L'inspection précise qu'une mise à jour des calculs D9a est nécessaire afin de s'assurer que les moyens de rétentions soient bien dimensionnés. Ce calcul ne devrait pas modifier significativement les volumes en jeu.

<u>Post-inspection,</u>
L'exploitant a transmis les procédures en place, mises à jour le 20 septembre 2024, portant sur les interventions de manipulation des vannes martellières en cas de rejets d'effluents pollués.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : État des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, État des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b>  L'exploitation du site est réalisée via un ERP, nommé OCTAL, mis en place depuis 2017. Pendant la séance, l'exploitant a généré à la demande de l'inspection, un fichier présentant l'état des matières stockées.  Le jour de la visite, 144,5 tonnes du produit fini (PHMB) était stocké respectant ainsi la quantité de stockage maximale autorisée fixée à 198 tonnes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : VLE pour les rejets en station collective des Eaux Usées Industrielles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2023, article 4.4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les valeurs limites d'émission des rejets aqueux en station d'épuration collective sont établies en accord avec le gestionnaire de l'ouvrage d'épuration.  Elles sont reprises dans le tableau ci-dessous mais peuvent faire l'objet de modifications à l'initiative du gestionnaire de la station. Ces modifications donnent lieu à un avenant à la convention de rejet qui sera transmis sans délai à l'inspection des installations classées.

Débit de référence	Rejet n° 1
Maximal journalier en m <sup>3</sup> /j	5
Moyenne mensuelle du débit journalier en m <sup>3</sup> /j	2,7

Paramètre	Code SAND RE	Périodicité de la mesure	Rejet n° 1 (relevé à chaque vidange de la cuve n° 2)			
			Concentration maximale journalière (mg/l) Sur échantillon moyen par bâchée*	Flux maximal journalier des eaux neutralisées (kg/j sauf précision contraire)	Flux maximal journalier des eaux méthanolées (5 %) (kg/j)	Flux maximal journalier total des EUI (kg/j sauf précision contraire)
Température	1301	Avant vidange	≤ 30 °C			
pH	1302	Avant vidange	Entre 5,5 et 9,5			
MeS	1305	Avant vidange	3700	10	0	10
DCO <sub>nd</sub>	1096	Avant vidange	7800 <sup>1</sup>	9	12	21
DBO <sub>5</sub>	1324	Avant vidange	25000	0	65	65
N <sub>total</sub>	1551	Avant vidange	1300	0,70	2,80	3,50
P <sub>total</sub>	1350	Avant vidange	100	0,30	0	0,30
CN <sup>-</sup> libre	1390	Semestriel	0,1	0,3 g/j	0	0,3 g/j
Hydrocarbures totaux	7007	Ponctuel	18,5	50 g/j	0	50 g/j
Métaux totaux	8099	Semestriel	26	70 g/j	0	70 g/j
Cd	1388	Semestriel	0,025	0,07 g/j	0	0,07 g/j
Hg	1387	Semestriel	0,025	0,07 g/j	0	0,07 g/j

<sup>1</sup> Y compris la DCO apportée par les eaux méthanolées ≤ 5 % visées à l'article 4.3.6.5

#### Constats :

Avant l'inspection, l'analyse des résultats déclarés sur le site GIDAF pour les années 2023 et 2024, ont permis d'identifier :

- Pour 2023, que l'exploitant n'a pas correctement renseigné ses données. En effet, les résultats d'analyses semestrielle sont manquantes concernant les paramètres CN<sup>-</sup> libre, Cd, Hg et métaux totaux. L'inspection note que 4 vidanges ont été réalisées de septembre à décembre 2023. Un dépassement de la VLE en concentration pour le paramètre DCO<sub>nd</sub>, avec 8320 mg/L mesuré au mois de novembre et/ou décembre. Il semble qu'une erreur de saisie des données a eu lieu sur ces deux mois car les données sont identiques.

- Pour 2024, les résultats d'analyses du premier semestre n'ont pas été renseignés pour les paramètres  $\text{CN}^-$  libre, Cd, Hg et métaux totaux. L'inspection note 9 vidanges entre janvier et octobre 2024. Deux dépassements relevés de la VLE en concentration pour le paramètre NGL, avec une concentration maximale de 1771 mg/l, identique aux deux mois, mars et avril.

En séance, l'exploitant est revenu sur les difficultés qu'il rencontre pour assurer correctement le suivi de ses rejets des Eaux Usées Industrielles (EUI). Il informe dans un premier temps, l'inspection des installations classées, de la création d'un poste dédié à cette thématique afin d'améliorer la gestion des effluents du site.

Par la suite, il signale avoir des difficultés à envoyer ses effluents pré-traités à la station d'épuration collective de la zone industrielle du Bois de Leuze, qui est gérée par la Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM).

À ce jour, il collecte l'ensemble de ses effluents EUI dans des IBC de 1 m<sup>3</sup> pour traitement externe avec un suivi de BSDD.

#### **Demande formulée à l'exploitant,**

L'exploitant renseigne, dans un délai de 1 mois, tous ses résultats analytiques sur le site GIDAF et le cas échéant, apporte les explications ou justifications en cas de dépassement ainsi que le plan d'action associée pour respecter les VLE.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 7 : Mesures comparatives**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/01/2023, article 2.6.2

**Thème(s) :** Autre, Mesures comparatives

#### **Prescription contrôlée :**

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

[...]

#### **Constats :**

En séance, l'exploitant indique réaliser au sein de son laboratoire, le suivi de la qualité de ses effluents aqueux dans le cadre du programme d'autosurveillance. Dans le cadre de la procédure des mesures comparatives, il fait intervenir un organisme extérieur afin d'assurer le bon

fonctionnement de ses dispositifs.

Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit respecter les procédures normalisées en vigueur notamment en choisissant un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Réseau et programme de surveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/01/2023, article 4.5.4.1

**Thème(s) :** Autre, Réseau et programme de surveillance

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant propose au préfet, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, un programme de surveillance des sols et des eaux souterraines, établi conformément à la prestation « Conception de programmes d'investigation ou de surveillance » (CPIS) de la norme NF X 31-620 partie 2.

Ce programme est mis en place dans un délai de 3 mois à compter de la réception de l'avis favorable du Préfet.

**Constats :**

L'exploitant a adressé à l'inspection, le 30 septembre 2024, le rapport intitulé - INFOS : Réalisation des études historiques, documentaires et de vulnérabilité afin d'élaborer un schéma conceptuel et le cas échéant, un programme d'investigations, réalisé par le bureau d'études ALPES CONTRÔLES.

En séance, l'inspection a informé l'exploitant de l'instruction en cours.

**Type de suites proposées :** Sans suite